



Déclaration CGT au CSE du 13 juin 2024

Depuis dimanche soir, une crise politique traverse le pays, le président et sa majorité par ces choix libéraux au profit des plus riches et ses passages en force répétés font courir le risque de revoir l'extrême droite au pouvoir dans notre pays.

Car n'en déplaise aux défenseurs du « on n'a jamais essayé » notre pays a déjà connu cette idéologie politique à la tête d'un gouvernement celui-ci était dirigé par un certain Philippe Pétain qui se faisait encore appeler Maréchal, titre que les négationnistes utilisent encore malgré l'ordonnance du 26 août 1944, le frappant d'indignité nationale.

Face à la situation, La CGT ne peut pas rester sans rien faire, le président de la République ayant fait le choix de ne plus être le dernier rempart face à la bête immonde, enfin ça, c'est pour ceux qui y ont cru ! Soi-disant que le vote devait l'obliger, on en voit le résultat.

En réalité le dernier rempart, c'est vous et la CGT qui fidèle à ses valeurs se doit de combattre les discriminations de toute sorte, le racisme, la xénophobie et toutes les exclusions.

Nous devons vous informer, comme nous permet de le faire le droit dans notre pays que l'extrême droite surf sur une imposture sociale et des promesses qu'ils n'appliqueront jamais s'ils atteignent le pouvoir.

Nous en avons pour preuve les choix récents qu'ils ont déjà faits dans ces dernières années. Ils ont voté :

- Contre l'augmentation du SMIC au-delà de la revalorisation légale ;
- Contre l'indexation des salaires sur l'inflation ;
- Contre le blocage des prix des produits de première nécessité ;
- Contre le gel des prix des loyers ;
- Contre la revalorisation des petites retraites
- Contre la taxe sur les superprofits ;
- Contre la taxe sur les revenus supérieurs à 3 millions d'euros ;
- Contre le budget d'un milliard d'euros nécessaire pour la lutte contre les violences faites aux femmes ;

Et le flou entretenu sur leur programme notamment vis-à-vis de l'abrogation de la réforme des retraites laissent peu de doutes sur leurs réelles intentions. Ils pérenniseront des choix libéraux une fois au pouvoir comme ils le font systématiquement dans tous les pays dont ils ont la responsabilité.

Cette imposture fait courir un risque particulier pour nous, salarié de l'URSSAF, puisque le RN annonce la suppression de cotisations sociales soi-disant afin d'améliorer les salaires.

En réalité, c'est la remise en cause complète de notre modèle social financé sur les salaires qui est en jeu.

Il restera comme seul choix au salarié de se couvrir des risques par lui-même et l'existence de notre organisme sera donc au centre d'un débat dans ce cas-là. Nous ne pouvons accepter un tel scénario.



UR'547

Au contraire, la CGT de l'URSSAF de Poitou-Charentes revendique d'autres choix :

- Pour une augmentation immédiate des salaires par la revalorisation de la valeur du point ;
- Pour des mesures concrètes pour l'égalité salariale entre les femmes et les hommes ;
- Pour une amélioration des conditions de travail, en commençant par le rétablissement de nos CHSCT ;
- Pour un renforcement de la Sécurité sociale dont le rôle protecteur doit redevenir le seul objectif ;
- Pour la suppression de l'exonération des cotisations sociales octroyées sans contrepartie afin de rétablir les comptes de la sécurité sociale.
- Pour un retour à la retraite à 60 ans et des départs anticipés pour les métiers pénibles ;

Mais il y en a d'autres qui concernent l'ensemble des salariés et que vous retrouverez dans nos publications.

Si désormais, nous vous appelons à faire Front populaire, ce n'est pas simplement afin de déposer un bulletin dans une urne, mais de s'engager comme l'a démontré notre histoire en 1936 et agir pour de nouveaux droits au profit des salariés. Car il ne faut pas en douter battre l'extrême droite ne suffira pas, il faut s'engager, se syndiquer, militer, participer aux grèves et aux manifestations d'ores et déjà annoncé les 15, 20 et 27 juin et toutes les dates à venir.

Un préavis illimité est en cours de dépôt, si cette déclaration ne saurait suffire et nous demandons à la direction un droit de communication d'une heure sur le temps de travail par site dans la période qui s'ouvre avant les élections pour venir à votre rencontre et répondre à toutes vos interrogations.

La CGT de l'URSSAF reste neutre mais pas aveugle face à une situation d'urgence.

Il est temps que le camp des salariés reprennent la main sur son avenir, faisons Front populaire.

Merci,